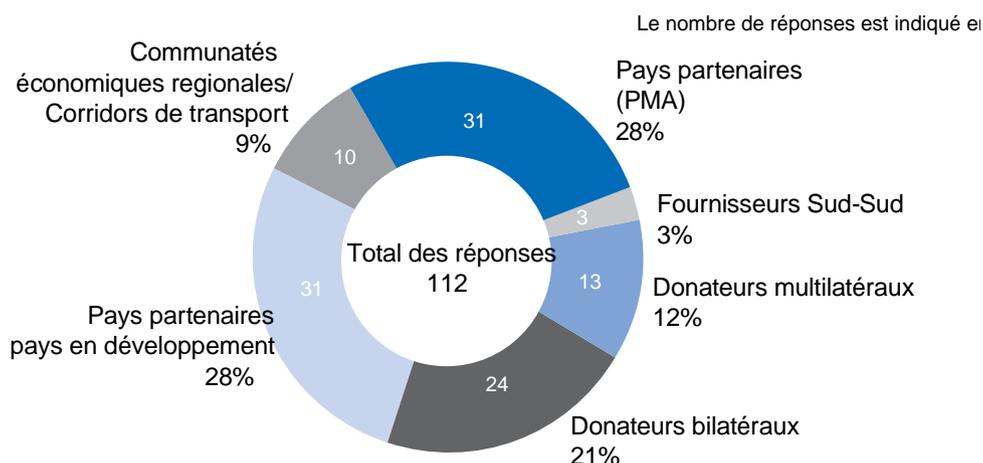




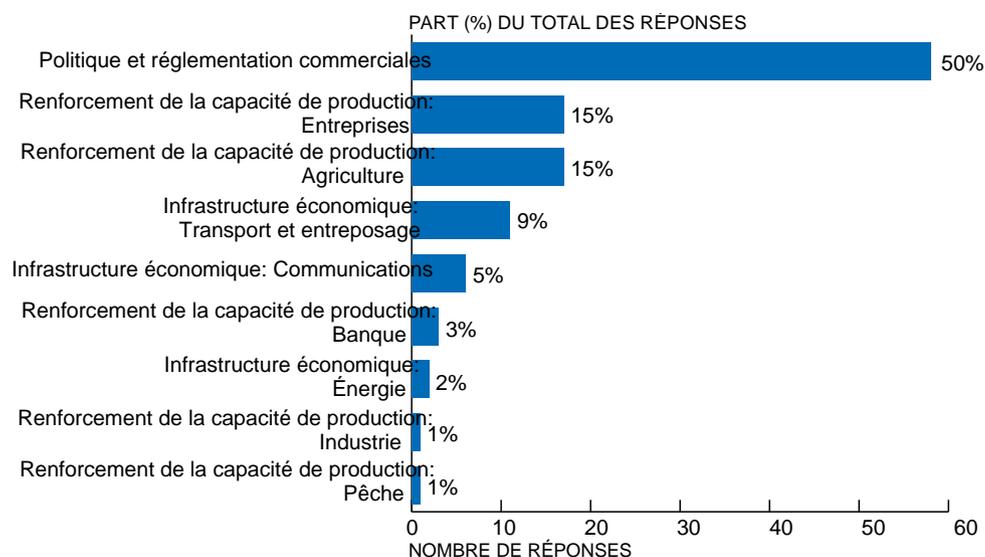


Figure 0.1 Questionnaires, par répondants



Source: Exercice conjoint de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE/OMC (2015).

Dans le cadre de l'exercice de suivi 2015, il a été demandé aussi aux secteurs public et privé de présenter des cas d'expérience concernant les programmes d'Aide pour le commerce. Cette demande faisait suite au succès de l'invitation à présenter des cas d'expérience lancée en 2011, qui avait débouché sur une publication conjointe de l'OCDE et de l'OMC intitulée "Aid for Trade in Action" (OCDE/OMC, 2013). Cette invitation avait pour but d'examiner de manière plus approfondie les objectifs, les di cultés et les processus de l'assistance liée au commerce pour mieux comprendre les



Au total, 117 cas d'expérience ont été présentés: 94 par le secteur public, 18 par le secteur privé et 5 par les ONG et les milieux universitaires. La moitié des cas d'expérience étaient axés sur le soutien au renforcement des capacités en matière de politique et de réglementation commerciales, en particulier pour les projets de facilitation des échanges. 35% des cas d'expérience portaient sur le renforcement des capacités de production, et le reste portait sur le renforcement de l'infrastructure. Quarante-cinq cas d'expérience portaient sur les projets réalisés dans les pays à revenu élevé, 27 sur les projets dans les PMA, 21 dans les PRITS, 11 dans les PRITI et 4 dans les APFR.

L'ampleur de la réponse reflète clairement l'engagement actif des Membres dans l'Initiative Aide pour le commerce et leur réaction généralement positive à l'exercice de suivi global. La quantité d'activités décrites dans ces cas d'expérience.

Le chapitre 3, rédigé par l'Organisation de coopération et de développement économiques analyse les politiques, les priorités et les flux en matière d'aide pour le commerce. Il indique que 246,5 milliards de dollars EU ont été décaissés au titre de l'Aide pour le commerce entre 2006 et 2013, à quoi s'ajoute un montant de 190 milliards de dollars EU au titre des autres apports du secteur public (AASP) liés au commerce. Le chapitre résume ensuite les conclusions d'études empiriques, d'évaluations et d'études de cas montrant l'impact de ce soutien lié au commerce. Une autre section examine les priorités des pays partenaires et des pays donateurs en rapport avec le commerce et cherche à savoir si les donateurs alignent leur soutien sur ces priorités, y compris pour réduire les coûts du commerce. La dernière section analyse les perspectives à court terme pour les flux d'Aide pour le commerce.

Le chapitre 4, rédigé par l'Organisation mondiale du commerce traite de l'accord historique que représente l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges (AFE). Il commence par une brève explication du nouvel accord. Puis il analyse les besoins des pays en développement et, en particulier, des pays les moins avancés (PMA), ainsi que le soutien mis à disposition par les donateurs qui communiquent des données au SNPC de l'OCDE. L'AFE offre un nouveau cadre pour le soutien important et continu fourni par les donateurs au cours des dernières années en vue de faciliter les échanges. Il s'en dégage de bonnes pratiques pour la mise en œuvre de certaines des dispositions de l'Accord, avec les avantages en découlant. Toutefois, les pays en développement craignent toujours que le soutien spécifique nécessaire pour mettre en œuvre les dispositions de la catégorie C (celles dont l'application nécessite un soutien) ne soit pas disponible ou adapté à leurs défis de mise en œuvre – crainte qui a amené l'OMC à créer le Mécanisme pour l'Accord sur la facilitation des échanges.

Le chapitre 5, écrit par l'OCDE, est axé sur la réduction des coûts du commerce et les PMA. Il commence par examiner pourquoi les coûts du commerce sont importants, en particulier pour les PMA. Puis il analyse les tendances des coûts du commerce des PMA au cours des dix dernières années. La section suivante de ce chapitre examine les priorités des PMA en matière de réduction des coûts du commerce et le rôle des partenaires de développement. S'appuyant sur l'expérience du CIR, le chapitre examine aussi ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas, et quelles améliorations sont nécessaires pour remédier aux défis liés aux coûts du commerce que rencontrent les PMA.

Le chapitre 6, rédigé par l'OCDE, examine en quoi les coûts du commerce et la facilitation des échanges influent sur la capacité des entreprises de se connecter aux chaînes de valeur (CV).

6(e)3.1(s p)-4.2(a)6.6()12.3(e e)8464 357.2244 Tui qnece es p.xamie44 Tsmas ( )JTJ 0.047 Tw -12.443 -1.4 Td4xamiaoûts du comm



TABLEAU 0.1 Réponses au questionnaire sur l'Aide pour le commerce

	Total général	Pays partenaires	PMA	Donateurs	Coopération Sud-Sud
Réponses 2015	Sud-Sud	62	31	37	3
Réponses 2013	133	80	36	43	9
Réponses 2011	146	84	31	43	10

Source: Exercice conjoint de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE/OMC (2015).

TABLEAU.3 Réponses des pays donateurs au questionnaire sur l'Aide pour le commerce

Région	Réponses au questionnaire 2015	Réponses au questionnaire 2013
Donateurs bilatéraux (24)	Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Corée, Danemark, États-Unis, Finlande, France, Hongrie, Irlande, Italie, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, PNUD- Ouzbékistan, Pays-Bas, République tchèque,	

43

